



La FNIC CGT et la coordination des syndicats CGT Total communiquent

Montreuil, le 28 janvier 2015

TOTAL S'ACHÈTE UN ACCORD MONDIAL POUR MASQUER L'APARTHEID SOCIAL

Le groupe pétrolier TOTAL dispose d'une vitrine sulfureuse ponctuée de plaintes multiples quant à son comportement irrespectueux des droits de l'Homme, de l'environnement, de la santé et de la sécurité des salariés, de la population, etc... Un palmarès mérité de par son action permanente qui privilégie « l'action en Bourse » à l'action sociale ou sociétale.

POUR TOTAL, LES 31 SALARIÉS TUÉS DANS SA FILIALE AZF À TOULOUSE RELÈVERAIENT DU « HASARD » ET PAS DE SA FAUTE !

Depuis 14 années, TOTAL investit financièrement pour casser les jugements le condamnant, sans aucune considération pour les milliers de victimes traumatisées ou pour les familles des salariés tués. **La vitrine commerciale prime sur tout autre considération sociale.**

Le 25 janvier 2015, **TOTAL s'achète donc un accord vitrine intitulé « accord mondial sur la responsabilité sociale »**, signé par une organisation syndicale internationale choisie à cet effet, une filiale de la CSI. Une organisation syndicale choisie, puisque TOTAL a refusé de convoquer à la négociation la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) proposée par la FNIC CGT et ses syndicats, organisation qui dispose d'une représentativité mondiale beaucoup plus large, sur les 5 continents, et surtout moins complaisante envers le patronat.

TOTAL S'EST ORGANISÉ POUR MIEUX NÉGOCIER ENTRE SOI ET ACCOUCHER D'UN ACCORD AUSSI MENSONGER QUE CELUI DU 25 JANVIER. Le contenu de cet accord porte sur des principes de règles progressistes tels que « liberté d'expression, interdiction de travail forcé et lutte contre le travail des enfants, relation avec les entreprises prestataires de services et fournisseurs, etc... », mais sans aucun moyen d'action contraignant pour le faire respecter.

Que TOTAL s'engage à respecter les lois des pays où il exploite les travailleurs, quoi de plus normal ! Surtout que TOTAL en Birmanie, par exemple, pays interdisant de « penser » syndicat, ça ne coûte pas cher socialement parlant. Des militants pourchassés par le pouvoir birman témoignent d'ailleurs des complicités de TOTAL avec cette dictature, des actes bien loin des publicités mensongères de cet accord du 25 janvier.

D'AILLEURS, INUTILE D'ALLER AU-DELÀ DES FRONTIÈRES POUR VOIR LES MÉFAITS DE CE GROUPE TOTAL, qui restructure, détruit des secteurs industriels, des emplois, dans l'unique souci de son action en Bourse. Pas besoin d'aller plus loin pour voir les discriminations syndicales (TOTAL a été condamné) et la répression anti-syndicale dans son propre siège à la Défense.

TOTAL s'honorerait à respecter les populations, les salariés en faisant profil bas quant à ses responsabilités et surtout en engageant une politique économique et sociale basée sur le progrès social et la satisfaction des besoins de la population, la protection de l'environnement.

LA FNIC CGT DÉNONCE CES CHOIX PUREMENT FINANCIERS QU'UN ACCORD NE SAURAIT MASQUER.

Communiqué de presse